

Accès à la santé, ressources minières et politiques publiques en Afrique subsaharienne

Revue de littérature

La question du changement est devenue un thème de recherche essentiel en science politique. En effet, de nombreux chercheurs réagissent aux propositions des théories institutionnalistes qui mettent l'accent sur la continuité et les obstacles au changement (Pierson, 1994; 2000; Skocpol, 1992; Steinmo, Thelen et Longstreth, 1992; Steinmo et Watts, 1995; Weaver et Rockman, 1993; Hall et Taylor, 1996; Lecours, 2005; Béland, 2014). Pour eux, le changement et la discontinuité sont plutôt des phénomènes récurrents, qui se produisent constamment et qu'il faut expliquer de manière systématique, sans partir du principe qu'ils sont l'exception plutôt que la règle (Béland, 2014; Mahoney et Thelen, 2009; Palier, Sured *et al.*, 2010; Streeck et Thelen, 2005; Weaver, 2010). Ainsi, l'une des perspectives les plus prometteuses concernant le changement dans les politiques publiques concerne l'analyse du rôle des **idées**. Ce type d'analyse propose que pour expliquer le changement dans les politiques, il faut se pencher sur les mutations des croyances et des représentations des acteurs impliqués dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques (Béland et Cox, 2011; Blyth, 2002; Hall, 1993; Liebermann, 2002; Schmidt, 2011; Sured, 2000; Béland et Ridde, 2015). Des auteurs comme Orenstein (2008) mettent aussi l'accent sur le rôle de l'interaction entre les organisations internationales et les acteurs nationaux dans la diffusion des idées et, conséquemment, du changement dans les politiques publiques, notamment dans les pays à faible revenu. Des **facteurs institutionnels** médiatisent l'impact de ces acteurs et l'influence concrète des idées diffusées par des organisations comme la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé (Orenstein, 2008). Une telle influence peut se traduire par un changement de paradigme de politiques (Hall, 1993). Cependant, les obstacles à ce type de changement sont nombreux, une réalité qui renvoie à la question des **rapports de pouvoir** dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques (Béland et Cox, 2011; Lemieux, 1995). Cette notion est au centre de travaux en économie politique internationale (ÉPI) s'appuyant sur le concept de pouvoir structurel, lequel fait référence à la capacité de certains acteurs à façonner les structures dans lesquels s'inscriront les comportements des autres (Strange, 1996; Chavagneux, 1998). L'interaction entre idées, institutions et relations de pouvoir s'inscrit ainsi dans l'analyse du changement mise de l'avant par divers auteurs en ÉPI s'intéressant à la régulation de l'exploitation des matières premières en Afrique subsaharienne (Sneyd, 2012; 2014a; Richardson, 2009). Elle apparaît en effet utile pour appréhender la complexité des relations entre acteurs à l'œuvre dans les relations internationales (Cox, 1981), et notamment dans le secteur minier, tant dans les pays à longue tradition minière comme le Canada (Laforce, Campbell et Sarrasin, 2012; Campbell et Prémont 2016) et l'Australie (Bell et Hindmoore, 2014), qu'en Afrique (Gagné-Ouellet, 2013). Dans le domaine de la santé, le rôle du pouvoir structurel a également souvent été convoqué pour expliquer les inégalités dans l'accès aux soins (Farmer *et al.*, 2013; Lee, Buse et Fustukian, 2002). La santé et les mines ont d'ailleurs été identifiés parmi les secteurs devant faire l'objet de plus amples recherches afin de mettre en lumière les espaces de continuité et de changement dans l'économie politique des pays africains (Sneyd, 2014a).

Notre recherche récente sur les réformes de politiques des secteurs de la santé et des mines en Afrique (CRSH 2011-2014) révèle que des changements majeurs sont en cours, laissant penser

qu'une étude des paradigmes qui les sous-tendent serait féconde théoriquement et essentielle à réaliser empiriquement. Les décideurs réclament ces connaissances pour adopter des politiques plus éclairées. Nous avons montré que le discours des organisations internationales sur les modalités de paiement des usagers des systèmes de **santé** était en évolution (Robert et Ridde, 2013; Lemoine, Robert et Ridde, 2017). Alors qu'elles font la promotion du paiement direct depuis les années 1980 (Lee et Goodman, 2002), elles acceptent maintenant, voire réclament, sa suppression (Rodin et De Ferranti, 2012). En Afrique de l'Ouest, les professionnels restent partagés sur l'opportunité de ce changement d'instrument politique (Ridde et Samb, 2015). Dans la même veine, une nouvelle vague de réformes arrive en Afrique: le **financement basé sur les résultats** (FBR). Cette réforme ne concerne plus le paiement des soins mais les modes de financement des formations sanitaires (FS) et de rémunération des agents de santé (AS). Il s'agit de rompre avec le budget historique annuel et de payer les FS en fonction de leurs résultats et à l'aide de primes de performance. Malgré les investissements massifs, la solution du FBR est encore peu convaincante et surtout l'objet de nombreuses controverses (Fretheim *et al.*, 2012; Witter *et al.*, 2012; Kalk, Paul et Grabosch, 2010; Turcotte-Tremblay *et al.*, 2015; Ridde, 2005).

Le concept central du FBR selon lequel la motivation (extrinsèque) est intrinsèquement associée à la rémunération (Witter *et al.*, 2013), est une véritable rupture avec les modes de fonctionnement et de financement des institutions et fonctionnaires publics en Afrique de l'Ouest. Payer en fonction des résultats est une transformation idéologique majeure dont on ne connaît pas encore les conséquences. Elle peut rendre les systèmes de santé plus efficaces mais des dérives peuvent s'installer, comme on l'a vu dans le domaine de la vaccination (Sandefur et Glassman, 2013). L'instrument financier est nouveau car les FS et les AS ont toujours, historiquement, reçu un budget annuel global, jamais associé à leur performance. Cette évolution est poussée par une coalition implicite d'organisations internationales qui cherchent à améliorer l'efficacité des systèmes de santé, mais aussi à mettre leur solution en avant (Storeng, 2015; Turcotte-Tremblay *et al.*, 2015). Si la Banque mondiale n'est plus la seule à proposer le FBR, elle est l'unique à consacrer plusieurs centaines de millions de dollars par an pour soutenir les pays qui s'y engagent (Ireland, Paul et Dujardin, 2011). À la suite de la coopération américaine en 2011 (MSH, 2011), elle propose un guide de mise en œuvre du FBR (Fritsche et World Bank, 2014). Les organisations internationales jouent donc un rôle essentiel dans cette réforme. En outre, les pays récipiendaires semblent démunis, et tiennent un discours laissant croire qu'ils le sont (Barnes *et al.*, 2014), dans leur capacité à ne pas accepter des solutions pour améliorer la performance de leur système de santé alors que les recherches sont accablantes quant à leur inefficacité (WHO, 2010) et dysfonctionnements (Olivier de Sardan et Ridde, 2014; Jaffré et Olivier de Sardan, 2003; Dujardin, 2003; Ridde, 2012) et que le FBR est associé à des projets de plusieurs millions de dollars. Les enjeux de pouvoir sont donc immenses. Ainsi, contrairement à la suppression du paiement direct entamée dans les années 2000, qui ne semble pas pouvoir être qualifiée de changement de paradigme (Ridde, Queuille et Kafando, 2012), l'arrivée du FBR présente à première vue des éléments témoignant d'une modification profonde dans les politiques publiques dans le secteur. Il devient donc essentiel de vérifier, pour une première fois en Afrique à notre connaissance, si l'on a affaire à un tel changement.

Depuis les années 1980, la littérature sur le **secteur minier** en Afrique a elle aussi été marquée par l'influence des organisations internationales, qui voyaient dans la relance du secteur une solution pour faire face à l'endettement des pays riches en ressources (World Bank, 1992;

Naito, Remy et Williams, 2001). La place accordée à l'investissement privé comme moteur de la croissance du secteur fut telle que lorsque la Banque mondiale commanda une étude sur les implications des stratégies préconisées (EIR, 2003), les recommandations ont été difficilement reprises par l'institution et les acteurs concernés (publics et privés) (Mainhardt-Gibbs, 2003; Campbell, 2009). La réflexion scientifique s'est alignée sur les orientations des organisations internationales (Tilton, 1992; Daniel, 1992; Davis et Tilton, 2002), à quelques exceptions près (Wälde, 1992; Warhurst, 1992; Otto *et al.*, 2000).

D'autres travaux attireront cependant peu à peu l'attention sur les coûts des externalités non prises en compte par le modèle de développement du secteur (UNCTAD, 2005), fournissant les bases scientifiques démontrant ses impacts (Akabzaa, 2000; Akabzaa et Darimani, 2001; Akabzaa et Ayamdoo, 2004; Campbell, 2004; 2009; 2013), à commencer par le transfert d'autorité vers de nouvelles formes de régulation, essentiellement privées (la responsabilité sociale corporative par exemple) (Sneyd, 2012; Grant *et al.*, 2015; Campbell et Prémont, 2016). Certains de ces travaux ont été repris par la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEANU) et l'Union africaine, qui sont à l'origine de l'émergence de la « *Africa Mining Vision* » (AMV) (AU, 2009). Contrairement aux idées sous-tendant le « *investment-led model* » jusque-là proposé (priorité au secteur privé et industriel et à l'exploitation minière par rapport à d'autres modes d'utilisation du territoire), l'AMV propose un modèle « *policy-oriented* » (Pedro, 2012) qui impliquerait que les matières premières ne soient pas simplement destinées à l'exportation à l'état brut, mais qu'elles favorisent des stratégies menant à l'industrialisation et à la diversification des économies locales (UNECA et AU, 2011). Ceci implique un changement fondamental dans les orientations. L'AMV a donné lieu à l'adoption d'un Plan d'action par les ministres africains des Mines et à la formulation de plusieurs *Country Mining Visions* pour sa mise en œuvre à l'échelle nationale (AMDC, 2014).

Telle qu'ainsi définie, l'AMV est susceptible de représenter l'introduction d'un changement de paradigme. Elle laisse en effet entrevoir la possibilité d'un passage d'une matrice normative axée sur le principe d'ouverture où, par exemple, l'intervention de l'État représente un paramètre non légitime (Naito, Remy et Williams, 2001) vers une autre où la qualité de l'intégration de l'investissement à l'économie serait plus importante (donc où l'intervention de l'État serait légitime et nécessaire) (Pedro, 2012). Elle ouvre également sur une meilleure concordance « *health/wealth* » en soulignant l'importance de la gestion des recettes minières, et de politiques appropriées pour assurer l'accès à la santé. Étant donné l'ensemble des intérêts en jeu, d'importants rapports de pouvoir sont à l'œuvre dans cette concurrence globale pour la gouvernance des matières premières africaines (Sneyd, 2012; Ridde, Campbell et Martel, 2015; Dogbevi, 2012). Au-delà des principes, il apparaît aujourd'hui pertinent de procéder à une analyse empirique des processus de mise en œuvre de politiques publiques cohérentes avec l'AMV afin de vérifier si l'on assiste à un changement de paradigme dans le secteur minier africain.

Cadre théorique

Sur le plan théorique, le point de départ de ce projet est la théorie du changement de paradigme de politique publique développée par Hall (1993). Selon ce dernier, il y aurait trois ordres de changement dans les politiques publiques. Le changement de premier ordre concerne le

réglage des instruments de politique publique. Par exemple, le taux de contribution d'un programme de protection sociale peut changer sans que cette politique soit altérée de manière plus profonde. Le changement de deuxième ordre concerne *la création, le remplacement ou l'élimination* d'instruments spécifiques de politique publique. Ainsi, un programme d'assistance sociale peut être remplacé par un autre. Finalement, le changement de troisième ordre renvoie à un « changement de paradigme », en vertu duquel *les objectifs et les instruments* de politique qui dominent un ou plusieurs secteurs d'intervention de l'État *changent de façon systématique*, ce qui produit, à terme, une transformation fondamentale de l'action publique (Hall, 1993). Ce type d'analyse a été utilisé par des auteurs comme Palier (2002), qui s'est d'ailleurs penché explicitement sur l'évolution graduelle, mais transformatrice, des politiques publiques, un phénomène qui n'est pas pris en compte par Hall (1993) (sur cette question, voir Thelen, 2004; Mahoney et Thelen, 2009).

Ce projet part donc du concept de changement de paradigme et de la typologie des trois ordres de changement de Hall. Toutefois, nous proposons trois renforcements théoriques à cette approche pour en améliorer la capacité heuristique, tout en l'adaptant au contexte africain. Premièrement, contrairement à de nombreux travaux critiqués par Daigneault (2014), notre cadre d'analyse part du principe que, pour être considéré comme tel dans le contexte de l'analyse théorique, un changement de paradigme doit se manifester autant au plan des *idées* (conceptions et intentions des acteurs) qu'au plan de la *pratique* (objectifs et instruments de politique publique). En prenant ces deux dimensions en considération et en les replaçant dans leur contexte institutionnel pour évaluer la présence ou l'absence de changement de paradigme, nous évitons un piège trop commun dans la littérature, celui de réduire un tel changement à l'une de ces deux dimensions (Daigneault, 2014). Nous postulons ainsi que c'est la concomitance du changement dans les deux dimensions (idées/politiques) qui témoigne d'un changement de paradigme. Ce travail permet en même temps d'identifier les origines des nouvelles idées pour les politiques (décideurs locaux, société civile, institutions financières ou régionales, milieu de la recherche, etc.)

Deuxièmement, contrairement à l'approche de Hall et en raison de la situation spécifique du continent africain où les actions publiques sont largement tributaires de l'aide au développement ou des organisations internationales, notre cadre analytique prend en considération les *institutions* et leur rôle dans la diffusion des idées et les propositions d'instruments. En s'appuyant sur les travaux de Orenstein (2008; Béland et Orenstein, 2013), notre projet de recherche explore l'interaction entre les acteurs nationaux et les organisations internationales dans le développement et la mise en œuvre des politiques publiques. Le point de départ n'est pas que les organisations internationales dictent nécessairement le contenu des politiques nationales, mais qu'elles collaborent avec les décideurs pour favoriser la diffusion et la mise en œuvre de leurs idées de politique publique dans les pays ciblés.

Troisièmement, notre cadre théorique met l'accent sur les *rappports asymétriques de pouvoir* entre les acteurs, tant nationaux qu'internationaux, impliqués dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques (Lemieux, 1995). Cet accent sur la notion de pouvoir, et notamment de pouvoir structurel (Strange, 1996), est inséparable d'une critique des approches traditionnelles centrées sur les idées, qui mettent trop souvent l'accent sur les modèles cognitifs des acteurs, au lieu de considérer les idées et les paradigmes de politique publique comme des armes de combat politique dont l'impact varie en fonction du poids et de la position de chacun de

ces acteurs (Béland, 2009; Hansen et King, 2001; Sneyd, 2014b). Partant du cadre théorique développé par Hall (1993) mais en l'améliorant à travers une prise en considération de ces trois éléments (idées, institutions et pouvoir), ce projet de recherche se fonde sur des bases conceptuelles solides pour soutenir sa partie empirique. Il innove sur le plan théorique en proposant une approche adaptée au contexte africain, mais susceptible d'être utilisée pour d'autres régions, y compris le Canada.

Références bibliographiques

Action Aid et Tax Justice Network Africa. 2015. *The West African Giveaway. Tax Incentives in West Africa- Optimizing Resources for Growth, Employment and Sustainability*. Johannesburg and Nairobi.

Akabzaa, T. 2000. *Boom and Dislocation: Environmental and social impacts of mining in the Wassa West District of the Western Region of Ghana*, Accra: Third World Network Africa.

Akabzaa, T. et C. Ayamdo. 2004. *Increasing the Contribution of Artisanal Mining and Small-Scale Mining to Poverty Reduction Targets: A study of regulatory and institutional framework for artisanal and small-scale mining in Ghana*, Londres: Department for International Development.

Akabzaa, T. et A. Dariamani. 2001. *A Study of Impacts of Mining Sector Investment in Ghana on Mining Communities*, Accra: Structural Adjustment Participatory Review Initiative (SAPRI) on Ghana.

African Union (AU). 2009. *African Mining Vision*, 55 p.

African Minerals Development Centre (AMDC). 2014. *A Country Mining Vision Guidebook. Domesticating the Africa Mining Vision*, AMDC, 200 p.

Barnes, A. *et al.* 2014. « African participation and partnership in performance-based financing: A case study in global health policy », EQUINET Discussion Paper 102, Harare: Regional Network for Equity in Health in east and southern Africa (EQUINET).

Béland, D. 2014. « Institutions politiques et réforme des retraites aux États-Unis et au Canada: une analyse comparative (1981-2012) », *Gouvernement & action publique*, 3(1), pp. 9-27.

Béland, D. 2009. « Ideas, Institutions, and Policy Change », *Journal of European Public Policy*, 16(5), pp. 701-718.

Béland, D. et R. H. Cox. (sous la dir.). 2011. *Ideas and Politics in Social Science Research*, New York: Oxford University Press.

Béland, Daniel et M. A. Orenstein. 2013. « International Organizations as Policy Actors: An Ideational Approach », *Global Social Policy*, 13(2), pp. 125-143.

Béland, D. et V. Ridde. 2015. « Ideas and Policy Implementation: Understanding the Resistance against Free Health Care in Africa », *Global Health Governance*, IX(1).

Bell, S. et A. Hindmoor. 2014. « The Structural Power of Business and the Power of Ideas: The Strange Case of the Australian Mining Tax », *New Political Economy*, 19(3), pp. 470-486.

Blyth, M. 2002. *Great Transformations: Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century*, Cambridge: Cambridge University Press.

Campbell, B. (sous la dir.). 2004. *Regulating Mining in Africa: For Whose Benefit?*, Coll. Discussion Paper 26, Uppsala : The Nordic Africa Institute.

Campbell, B. (sous la dir.). 2009. *Mining in Africa: Regulation and Development*, Londres : Pluto Press, Ottawa : CRDI et Uppsala : The Nordic Africa Institute.

Campbell, B. (sous la dir.). 2013. *Modes of Governance and Revenue Flows in African Mining*, International Political Economy Series, Basingstoke, Hampshire (UK) : Palgrave Macmillan.

Campbell, B. et Prémont, M-C. 2016. *Mutations de la réglementation multi-niveaux et du rôle des acteurs dans la mise en œuvre des ressources minières et de l'énergie renouvelable : La quête pour l'acceptabilité sociale et la maximisation des retombées*. Rapport final soumis dans le cadre du programme CRSH - Synthèse des connaissances. Juillet.
http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-cirdis&id_article=10372

Campbell B. et Laforce M. (sous la dir.) 2016. *La responsabilité sociale des entreprises dans le secteur minier : réponse ou obstacle aux enjeux de légitimité et de développement en Afrique ?*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 252 pages.

Campbell, B. 2016. "Revisiting the interconnections between research strategies and policy proposals. Reflections from the artisanal and small-scale mining sector in Africa", in *Third World Thematics*, vol. X, No. X, 1–19.

Chavagneux, C. 1998. « Peut-on maîtriser la mondialisation? Une introduction aux approches d'économie politique internationale », *Économies et Sociétés – Relations économiques internationales*, 34, pp. 25-68.

Cox, R. W. 1981. « Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory », *Millennium: Journal of International Studies*, 10(2), pp. 126-155.

Daigneault, P.-M. 2014. « Reassessing the Concept of Policy Paradigm: Aligning Ontology and Methodology in Policy Studies », *Journal of European Public Policy*, 21(3), pp. 453-469.

Daniel, P. 1992. *Economic Policy in Mineral-Exporting Countries: What Have We Learned?*, Institute of Development Studies.

Davis G. A. et J. E. Tilton. 2002. *Should Developing Countries Renounce Mining? A Perspective on the Debate*, Colorado: Colorado School of Mines.

Dogbevi, E. 2012. « African countries set to reform mining sector after Addis Ababa conference », *African Agenda, Third World Network Africa*, 15(1), pp. 5-6.

Dujardin, B. 2003. *Politiques de santé et attentes des patients. Vers un nouveau dialogue*, Paris : Karthala. Éditions Charles Léopold Mayer.

Extractive Industries Review (EIR). 2003. *Volume I: Striking a Better Balance. The World Bank Group and Extractive Industries*, Jakarta and Washington D.C.: The World Bank Group and Extractive Industries.

Farmer, P. *et al.* (sous la dir.). 2013. *Reimagining Global Health. An Introduction*, California Series in Public Anthropology, Berkeley: University of California Press.

Fretheim, A. *et al.* 2012. « Performance-based financing in low- and middle-income countries: still more questions than answers », *Bulletin of World Health Organization*, 90(8), pp. 557-632.

Fritsche, G. B. et World Bank. 2014. *Performance-based financing toolkit*. Washington, D.C : The World Bank.

Gagné-Ouellet, S. 2013. « Regulatory Framework Review and Mining Regime Reform in Mali: Degrees of Rupture and Continuity », dans B. Campbell (sous la dir.), *Modes of Governance and Revenue Flows in African Mining*, International Political Economy Series, Basingstoke, Hampshire (UK): Palgrave Macmillan, pp. 47-100.

Gauthier, B. (sous la dir.). 1993. *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.

Grant, J. A. *et al.* 2015. « 'New' Approaches to the Governance of Africa's Natural Resources », dans J. A. Grant, W. R. N. Compaoré et M. I. Mitchell (sous la dir.), *New Approaches to the Governance of Natural Resources. Insights from Africa*, Londres: Palgrave Macmillan.

Hall, P. A. 1993. « Policy Paradigms, Social Learning and the State: The Case of Economic Policymaking in Britain », *Comparative Politics*, 25(3), pp. 275-296.

Hall, P. A. et R. C. Taylor. 1996. « Political Science and the Three Institutionalisms », *Political Studies*, XLIV, pp. 936-957.

Hansen, R. et D. King. 2001. « Eugenic Ideas, Political Interests, and Policy Variance: Immigration and Sterilization Policy in Britain and the U.S. », *World Politics*, 53(2), pp. 237-263.

Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). (n.d). « Outil pour soutenir l'élaboration d'un plan de transfert des connaissances », K. Souffez, et M-C. Laurendeau, INSPQ. Montréal. En ligne

[:https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/outil_pour_soutenir_l_elaboration_d_un_plan_de_transfert_des_connaissances.pdf](https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/outil_pour_soutenir_l_elaboration_d_un_plan_de_transfert_des_connaissances.pdf) (Consulté le 3 octobre 2016)

Ireland, M., E. Paul et B. Dujardin. 2011. « Can Performance-Based Financing Be Used to Reform Health Systems in Developing Countries? », *Bulletin of the World Health Organization*, 89(9), pp. 695-698.

Jaffré, Y. et J.-P. Olivier de Sardan (sous la dir.). 2003. *Une médecine inhospitalière. Les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afrique de l'Ouest*, Paris : APAD, Karthala.

Kalk, A., F. A. Paul et E. Grabosch. 2010. « Paying for performance' in Rwanda: does it pay off? », *Tropical Medicine & International Health*, 15(2), pp.182-190.

Laforce, M., B. Campbell et B. Sarrasin (sous la dir.). 2012. *Pouvoir et régulation dans le secteur minier. Leçons à partir de l'expérience canadienne*, Québec : Presses de l'Université du Québec (PUQ).

Lecours, A. (sous la dir.). 2005. *New Institutionalism: Theory and Analysis*. Toronto: University of Toronto Press.

Lee, K. et H. Goodman. 2002. « Global policy networks: The propagation of health care financing reform since the 1980s », dans K. Lee, K. Buse et S. Fustukian (sous la dir.), *Health Policy in a Globalising World*, Cambridge : Cambridge University Press, pp. 97-119.

Lee, K., K. Buse et S. Fustukian (sous la dir.). 2002. *Health policy in a globalising world*, Cambridge: Cambridge University Press.

Lemieux, V. 1995. *L'étude des politiques publiques, les acteurs et leur pouvoir*, Québec : Les Presses de l'Université Laval.

Lieberman, R. C. 2002. « Ideas, Institutions, and Political Order: Explaining Political Change », *American Political Science Review*, 96(4), pp. 697-712.

Mahoney, J. et K. Thelen (sous la dir.). 2009. *Explaining Institutional Change: Ambiguity, Agency, and Power*, New York : Cambridge University Press.

Mainhardt-Gibbs, H. 2003. *The World Bank Extractive Industries Review: the Role of Structural Reform Programs towards Sustainable Development Outcomes*, Research report No 1, Extractive Industries Review, Striking a Better Balance, Washington D.C. : World Bank.

Management Sciences for Health (MSH). 2011. *Le manuel FBP: conception et mise en place de programmes efficaces de financement basé sur la performance. Version 1.0*, Cambridge: Management Sciences for Health.

Naito, K, F. Remy et J. P. Williams. 2001. *Review of Legal and Fiscal Frameworks for Exploration and Mining*, Londres: Mining Journal Books Ltd.

Olivier de Sardan, J.-P. 2008. *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-la-Neuve : Academia Bruylant.

Olivier de Sardan, J.-P. et V. Ridde. 2014. *Une politique publique de santé et ses contradictions. La gratuité des soins au Burkina Faso, au Mali et au Niger*, Paris : Karthala.

Orenstein, M. A. 2008. *Privatizing Pensions: The Transnational Campaign for Social Security Reform*, Princeton: Princeton University Press.

Otto, J. M. *et al.* (sous la dir.). 2000. *Sustainable Development and the Future of Mineral Investment*, Institute for Global Resources Policy et Management Colorado School of Mines, Metal Mining Agency of Japan United Nations Environmental Program.

Ouattara, F. et V. Ridde. 2013. « Expériences connues, vécues... mais rarement écrites : à propos des relations de partenariat Nord-Sud », *Nouvelles pratiques sociales*, 25 (2), 231-246.

Palier, B. 2002. *Gouverner la sécurité sociale*, Paris : Presses universitaires de France.

Palier, B., Y. Surel *et al.* 2010. *Quand les politiques changent : Temporalités et niveaux de l'action publique*, Paris : L'Harmattan (Coll. « Logiques politiques »).

Patton, M. Q. 2002. *Qualitative research and evaluation methods*, Thousand Oaks, Londres, New Delhi : Sage Publications, 3^{ème} édition.

Pedro, A. M. A. 2012. « The Africa Mining Vision: Towards Shared Benefits and Economic Transformation », *GREAT Insights*, 1(5), juillet.

Pierson, P. 1994. *Dismantling the Welfare State? Reagan, Thatcher, and the Politics of Retrenchment*, New York : Cambridge University Press.

Richardson, R. 2009. *Sugar: Refined Power in a Global Regime*, Londres: Palgrave Macmillan.

Ridde, V. 2005. « Performance-based Partnership Agreements for the reconstruction of the health system in Afghanistan », *Development in Practice*, 15(1), pp. 4–15.

Ridde, V. 2009. « Policy implementation in an African State: an extension of the Kingdon's multipolestreams approach », *Public Administration*, 87(4), pp. 938–954.

Ridde, V. 2012. *L'accès aux soins de santé en Afrique de l'Ouest. Au-delà des idéologies et des idées reçues*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Ridde, V., L. Queuille, et Y. Kafando (sous la dir.). 2012. *Capitalisations de politiques publiques d'exemption du paiement des soins en Afrique de l'Ouest*, Montréal : CHUM et Ouagadougou : ONG Help.

Ridde V. et O. Samb. 2015. « Des politiques de gratuité confrontées aux idées pro-paiement des médicaments en Afrique de l'Ouest », dans A. Desclaux et M. Ergot (sous la dir.), *Anthropologie du médicament au Sud : sens et usages « à la marge »*, Paris : L'Harmattan, pp. 95-110.

Ridde, V., B. Campbell et A. Martel. 2015. « Mining Revenue and Access to Health Care in Africa: Could the Revenue Drawn from Well-Managed Mining Sectors Finance Exemption from Payment for Health? », *Development in Practice*, 25(6), pp. 909-918.

Ritchie, J. et L. Spenser. 1994. « Qualitative data analysis for applied policy research », dans A. Bryman et R. G. Burgess (sous la dir.), *Analyzing Qualitative Data*, Londres et New York: Routledge, pp. 173-194.

Robert, E., A. Lemoine et V. Ridde. 2017. « Que cache le consensus des acteurs de la santé mondiale au sujet de la couverture sanitaire universelle? Une analyse fondée sur l'approche par les droits », *Revue canadienne d'études de développement*, 38(2), pp.199-215.

Robert, E. et V. Ridde. 2013. « Global health actors no longer in favor of user fees: a documentary study », *Globalization and Health*, 9 (29).

Rodin, J. et D. De Ferranti. 2012. « Universal health coverage: the third global health transition? », *The Lancet*, 380, pp. 861-862.

Roy Grégoire, E., B. Campbell et M-C. Doran. 2017. « The complex terrain of rights-based approaches: from the renewal of development practices to depoliticisation », *Revue canadienne des études en développement*, 38(2), pp. 169-183.

Saetren, H. 2005. « Facts and myths about research on public policy implementation: out-of-fashion, allegedly dead, but still very much alive and relevant », *Policy Studies Journal*, 33(4), pp. 559-582.

Sandefur, J. et A. Glassman. 2013. « The Political Economy of Bad Data: Evidence from African Survey & Administrative Statistics », Washington, D.C.: Center for Global Development, Working Paper 373, 30 p.

Savoie-Zajc, L. 2007. « Comment peut-on construire un échantillonnage scientifiquement valide? », *Recherches qualitatives*, 5 (hors-série), pp. 99-111.

Schmidt, V. A. 2011. « Reconciling Ideas and Institutions through Discursive Institutionalism », dans D. Béland et R. H. Cox (sous la dir.), *Ideas and Politics in Social Science Research*, New York: Oxford University Press.

Skocpol, T. 1992. *Protecting Soldiers and Mothers: The Political Origins of Social Policy in United States*, Cambridge, MA: Belknap Press of Harvard University Press.

Sneyd, A. 2012. « Governing African cotton and timber through CSR: competition, legitimacy and power », *Canadian Journal of Development Studies*, 33(2), pp. 143-163.

Sneyd, A. 2014a. « African Political Economies Beyond 2015: Diversity, Growth, Partnership and Poverty », dans G. Anderson et C.J. Kukucha (sous la dir.), *International Political Economy*, Oxford University Press.

Sneyd, A. 2014b. « When Governance Gets Going: Certifying ‘Better Cotton’ and ‘Better Sugarcane’ », *Development and Change*, 45(2), p.231-256.

Steinmo, S., K. Thelen et F. Longstreth (sous la dir.). 1992. *Structuring Politics: Historical Institutionalism in Comparative Analysis*, Cambridge : Cambridge University Press.

Steinmo, S. et J. Watts. 1995. « It’s the Institutions, Stupid! Why the United States Can’t Pass Comprehensive National Health Insurance », *Journal of Health Politics Policy and Law*, 20(2), pp. 329-372.

Storeng, K. T. 2015. « Financer le système de santé sur la base des résultats sauve des vies », dans V. Ridde et F. Ouattara (sous la dir.), *Des idées reçues en santé mondiale*, Montréal: Presses de l’Université de Montréal, pp. 36-38.

Strange, S. 1996. *The Retreat of the State: The Diffusion of Power in the World Economy*, Cambridge, Cambridge University Press.

Streeck, W. et K. Thelen (sous la dir.). 2005. *Beyond Continuity: Institutional Change in Advanced Political Economies*, Oxford : Oxford University Press.

Surel, Y. 2000. « The Role of Cognitive and Normative Frames in Policy-Making », *Journal of European Public Policy*, 7(4), pp. 495-512.

Thelen, K. 2004. *How Institutions Evolve: The Political Economy of Skills in Germany, Britain, the United States, and Japan*, Cambridge : Cambridge University Press.

Tilton, J. E (sous la dir.). 1992. *Mineral Wealth and Economic Development*, Washington, D.C : Resources for the Future.

Turcotte-Tremblay, A.-M., L. Gautier, N. Bodson, E.N. Sambieni et V. Ridde. 2015. . « Dans les coulisses du pouvoir décisionnel : le rôle des organisations internationales dans l’expansion du financement basé sur les résultats dans les pays à faible et à moyen revenu », dans *En Finir avec le New Public Management? De nouvelles perspectives pour l’action publique*. Éditions du Comité pour l’histoire économique et financière de la France.

Turcotte-Tremblay, A.-M., J. Spagnolo, M. De Allegri, et V. Ridde. 2016. « Does performance-based financing increase value for money in low- and middle- income countries? A systematic review », *Health Economics Review*, 6 (30), En ligne :

<http://healtheconomicreview.springeropen.com/articles/10.1186/s13561-016-0103-9#Abs1>
(Consulté le 3 octobre 2016)

United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). 2005. *Economic Development in Africa: Rethinking the Role of Foreign Direct Investment*, New York et Genève : Nations Unies.

United Nations Economic Commission for Africa (UNECA) and African Union (AU). 2011. *Minerals and Africa's Development. The International Study Group Report on Africa's Mineral Regimes*, Addis Ababa, Ethiopia: Economic Commission for Africa.

Wälde, T. 1992. « Environmental Policies Towards Mining in Developing Countries », *Journal of Energy and Natural Resources Law*, 10(4), pp. 327-353.

Warhurst, A. 1992. « Environmental Management in Mining and Mineral Processing in Developing Countries », *Natural Resources Forum*, 16(1), pp. 39-48.

Weaver, R. K. 2010. « Paths and Forks or Chutes and Ladders: Negative Feedbacks and Policy Regime Change », *Journal of Public Policy*, 30(2), pp. 137-162.

Weaver, R. K. et B. A. Rockman (sous la dir.) 1993. *Do Institutions Matter? Government Capabilities in the U.S. and Abroad*, Washington, D.C. : Brookings Institution Press.

Witter, S. *et al.* 2012. « Paying for performance to improve the delivery of health interventions in low and middle-income countries », *Cochrane Database Syst Rev*, 15(2).

Witter, S. *et al.* 2013. « Performance-Based Financing as a Health System Reform: Mapping the Key Dimensions for Monitoring and Evaluation », *BMC Health Serv Res*, 13(367).

World Bank. 1992. *Strategy for African Mining*, World Bank Technical Paper 181, Africa Technical Department Series, Washington, D.C. : World Bank - Mining Unit, Industry and Energy.

World Health Organization (WHO). 2010. *The world health report - Health systems financing: the path to universal coverage*, World Health Organization.

WHO et World Bank. 2014. *La couverture universelle en santé: suivi des progrès à l'échelon national et mondial. Cadre, mesures et objectifs*, Genève : WHO, World Bank.

Yin, R. K. 2012. « A (very) brief refresher on the case study method », dans R. K. Yin, *Applications of Case Study Research*, Thousand Oaks : SAGE Publications, 3^{ième} édition, pp. 3-20.

Yin, R. K. et V. Ridde. 2012. « Théories et pratiques des études de cas en évaluation de programmes », dans V. Ridde et C. Dagenais, *Approches et pratiques en évaluation de programmes*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, pp.179-193.